

NOUS NE SOMMES PAS DES AGENT.ES DE 2^{NDE} ZONE



RESTAURATION AU MOIS D'AÔÛT

Comme les étés précédents, de nombreux restaurants ASFR (ex-AGRAF) seront fermés au mois d'août. Seules resteront ouvertes les cantines de Paganini, Uzès et St Sulpice sur le réseau de la DRFIP 75. Mais à la différence des autres années le SG (Secrétariat Général du ministère de l'économie et des finances), qui met en œuvre la politique d'action sociale du ministère :

- a décidé de ne procéder à aucune recherche de solution alternative de proximité via les conventionnements habituels avec d'autres restaurants administratifs ou interentreprises
- a refusé, à défaut de tout conventionnement, de réfléchir à une solution de « portage de repas »
- a refusé, à défaut de satisfaire nos deux premières revendications, de rembourser les frais de repas sur la base d'un dispositif analogue à celui mis en place lors de la crise Covid afin qu'aucun agent n'ait à supporter un surcoût

Dès l'annonce de cette décision prise unilatéralement et publiée tardivement fin Juin par le Secrétariat Général, Solidaires finances publiques Paris a réagi immédiatement en proposant aux collègues une pétition signée massivement (près de 500 signataires) et l'a remise au SG lors du comité national d'Action Social du 8 juillet.

Suite à cette instance, la DRFIP 75 a préféré, plutôt que de rechercher de véritables solutions, donner l'illusion qu'elle se préoccupait réellement du sujet alors qu'elle n'avait en réalité qu'une seule priorité : que ça ne lui coûte rien !

Et tant pis si concrètement les mesures retenues n'auront qu'une utilité marginale et si les conditions de restaurations des collègues s'en retrouvent en réalité totalement sacrifiées. La DRFIP s'est en effet contentée de n'octroyer qu'une heure (seule une 1/2 était prévue initialement) pour se donner « bonne conscience » et laisser croire que ce temps supplémentaire devrait permettre aux collègues de l'ensemble des sites parisiens de rejoindre l'un des trois seuls restaurants administratifs ouverts en août.

Concrètement, entre l'éloignement des sites, les fermetures de lignes de métro prévues cet été, la moindre fréquence des bus en août et de possibles nouvelles vagues de chaleur, qui rejoindra ces restaurants ? Quels collègues prendront le risque de perdre du temps sur leur pointeuse pour faire la queue devant des cantines saturées (surtout que certain-es souffrent déjà du débit horaire consécutif au refus de la banalisation des journées continues pour se prémunir des fortes chaleurs dans le cadre du dispositif canicule).

Pour Solidaires Finances Publiques Paris, la DRFIP 75 n'ignore pas le caractère largement inopérant de la mesure qu'elle propose pour compenser la fermeture estivale de nos restaurants et c'est donc une réelle forme de mépris qu'elle affiche pour nos conditions de travail.

Autre fausse véritable concession : pour les personnels porteurs de handicap qui ne peuvent pas se déplacer, la DRFIP a décidé de leur octroyer des tickets restaurants d'une valeur faciale de 6 € (dont seuls 3 € sont pris en charge par l'administration). Comme il va être difficile de s'offrir, à Paris, un repas équilibré pour 6 €, les agent-es qui « bénéficieront » de ces « tickets resto » vont donc devoir supporter un surcoût important pour déjeuner.

C'est encore bien-là une politique d'économies réalisées sur le dos des agent.es, mais pas de tous, car le Secrétariat Général, lui, conserve son conventionnement pour ses bureaux situés place des vins de France, à 10 minutes de Bercy !

Et ce n'est pas la 1ère fois que les personnels de la DRFIP 75 sont à ce point défavorisés et que leurs conditions de travail et de restauration sont sacrifiées. Rappelons-nous la décision de fermer définitivement le restaurant AGRAF du site de Londres au motif que les travaux auraient été « trop coûteux », tandis que des travaux bien plus onéreux étaient financés sans difficultés à l'Agraf de Chevaleret pour les bureaux de Bercy dans le 13^e arrondissement.

Dommage collatéral : les restaurants habituellement conventionnés au mois d'août, comme celui de la Mairie du 15^e qui accueillait les collègues de Beuret, risquent à leur tour de fermer si les conventionnements ne sont pas mis en place !

Solidaires Finances Publiques Paris revendique en cas de fermeture provisoire d'une cantine :



- ➔ **la mise en place d'un conventionnement avec un restaurant administratif ou d'entreprises** à proximité ou la mise en place d'une solution alternative de type portage de repas.
- ➔ **à défaut, le remboursement des frais de repas** comme lors du COVID.

Devant le refus de la DRFIP de satisfaire les revendications que nous portons, elle ne peut désormais plus prétendre que l'amélioration des conditions de travail constitue, pour elle, une priorité.

FERMETURE ANTICIPÉE DU SITE DE TOLBIAC

Au mois de novembre dernier nous apprenions que dans le cadre du NRP la fermeture du site de Tolbiac était avancée d'un semestre au prétexte que le resserrement du calendrier « *arrangerait* » le BIL (Budget Immobilier Logistique).

Des informations récentes nous font douter de cette motivation très peu crédible : en effet Tolbiac devrait servir de zone de repli au SG pendant les travaux qui vont être entrepris Place des vins de France.

L'implantation de cette zone de repli avait pourtant été envisagée à Paganini (au 6^e étage laissé vide avant l'annonce de l'arrivée du site d'Argonne). Elle avait ensuite été imaginée à Meuniers. Mais ces sites du 12^e et du 20^e n'ont pas été jugés assez conformes au standing attendu par le Secrétariat Général ; le site de Tolbiac, à 2 arrêts sur la ligne 14 de Bercy, s'avère plus attrayant.

De là à y trouver le motif réel de la fermeture anticipée du site de Tolbiac, il n'y a qu'un pas.

Le Secrétariat Général semble volontiers s'affranchir des contraintes qu'il impose aux Directions Locales ...

ACCÉLÉRATION DU NRP À ARGONNE ?

Le 8 juillet dernier, les agent.es du SIP 19 ont appris lors d'une réunion de service que le déménagement vers Paganini était prévu en mars 2027, avant la campagne d'impôt sur le revenu.

Pourtant, selon les derniers éléments communiqués en novembre dernier par la Direction (après déjà plusieurs modifications), le SIP 19 devait rejoindre Paganini au 2nd semestre 2027, soit après la campagne IR.

Petit retour sur les évolutions du NRP concernant Argonne :

■ **juillet 2021** : présentation du si mal nommé « Nouveau Réseau de Proximité » parisien devant conduire à la fermeture de la moitié des sites (12 sur 25) et à l'éloignement des services des usager.es : le site d'Argonne ne devait pas fermer mais au contraire être densifié avec l'arrivée de services du 18^e (SIE - PCE - antenne du PCRP).

■ **octobre 2022** : nouvelle densification du site programmée avec l'arrivée des BDV de Paris Centre.

■ **octobre 2024** : annonce de la fermeture du site d'Argonne en 2028. Les services doivent déménager à Paganini entre le 2^e semestre 2027 et le 1^{er} semestre 2028, à l'exclusion du SIP 19 qui doit rejoindre le site de NDV au 2nd semestre 2027.

■ **novembre 2025** : fermeture d'Argonne avancée à 2027 et décision de transférer le SIP 19 à Paganini (et non à NDV) au 2nd semestre 2027 (2 BDV déménagent en outre dans le 18^e). L'accueil du SIP 19 ne sera pas regroupé avec ceux des SIP des 11^e, 12^e et 20^e, mais sera installé rue Maryse Hilsz à la place de l'accueil amendes qui a été fermé.

Et 7 mois plus tard nous apprenons cette nouvelle accélération du calendrier.

Cette décision, dont la DRFIP 75 n'a pas cru bon d'informer les représentant.es du personnel (alors que le matin du 8 juillet se tenait une séance de la formation spécialisée Santé, Sécurité et conditions de travail), a plusieurs effets :

➤ **elle dégrade les conditions d'accueil et prive les contribuables du 19^e d'une dernière campagne IR dans le 19^e** alors que la fréquentation était en hausse cette année.

Se pose en outre la question de la capacité du site de Paganini à supporter l'arrivée de 2 gros accueils supplémentaires (12^e et 19^e) pour la prochaine campagne IR, et notamment la problématique de la gestion des longues files d'attente pour 2 accueils différents : l'un pour les SIP 11^e - 12^e - 20^e donnant sur la rue de Paganini, l'autre pour le SIP 19^e donnant sur la rue Maryse Hilsz).

➤ **elle prive les agent.es du SIP de la possibilité de participer à un mouvement de mutation national ou local** qui aurait permis à certain.es de choisir une affectation autre que Paganini avant (ou un peu après) le déménagement, alors que certain.es étaient bloqué.es jusqu'en septembre 2027 par un délai de séjour.

Pour quelle raison cette nouvelle accélération ? La direction ne l'explique pas.

Une chose est certaine, elle témoigne une nouvelle fois du manque de respect de notre administration pour ses personnels et leurs représentant.es. Nous avons interpellé notre nouveau directeur régional dès le 8 juillet mais nous n'avons toujours aucune réponse à ce jour.

Sans trop nous avancer, nous pouvons toutefois écarter une hypothèse sans crainte de nous tromper : le site d'Argonne ne devrait pas servir de zone de repli au Secrétariat Général.